
La Région du Canada de l'APC : quelques souvenirs personnels

par Ian Imrie

L'Association parlementaire du Commonwealth (fondée en 1911) regroupe les membres des assemblées législatives des pays du Commonwealth, ainsi que des assemblées de leurs États, provinces et territoires. L'APC organise des conférences, des colloques, des échanges et d'autres manifestations destinés à aider ses membres dans leur travail de parlementaires. L'Association, dont le secrétariat est à Londres, se compose de huit régions géographiques, le Canada étant le seul pays à constituer à lui seul une région. Le présent article porte sur l'évolution et les activités de celle-ci.

C'est au cours des années 60 que j'ai fait mes débuts à l'Association parlementaire du Commonwealth. Le gouvernement libéral minoritaire de Lester Pearson était au pouvoir, et Alan Macnaughton avait été nommé président de la Chambre des communes. Issu du milieu des affaires, il a été consterné par l'amateurisme qui caractérisait l'organisation de la Chambre des communes. Il a donc fait faire une étude complète par un service spécial de la Commission de la fonction publique. Il en est ressorti un certain nombre de recommandations, dont celle de créer trois nouveaux postes à la Chambre des communes : directeur des finances, directeur des services législatifs et coordonnateur des associations parlementaires.

Je travaillais à la Division des lieux et monuments historiques, du ministère des Affaires du Nord, lorsque le président Macnaughton m'a interviewé pour le poste de coordonnateur. L'emploi m'a été offert quelque temps plus tard. À cette époque, le Canada n'adhérait qu'à quatre associations parlementaires : l'Association parlementaire du Commonwealth, l'Union interparlementaire, l'Association de parlementaires de l'OTAN et le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis. Peu de temps après mon arrivée, M. Macnaughton m'a annoncé

que deux délégations parlementaires canadiennes venaient de l'informer que le Canada serait l'hôte de deux importantes conférences, en 1965 et 1966.

Jusqu'alors, la coordination des relations interparlementaires avait été confiée, à temps partiel, à divers fonctionnaires du Bureau. Toutefois, comme la Chambre siégeait pratiquement sans interruption à l'époque, il était devenu impossible à ces personnes de trouver le temps nécessaire pour organiser les conférences. J'ai donc rapidement constitué une équipe. Monty Montgomery en faisait partie. Cet homme était une véritable mine de renseignements sur l'APC. Lorsqu'il a pris sa retraite en 1967, je l'ai remplacé comme secrétaire de la section fédérale.

Les successeurs d'Alan Macnaughton, Lucien Lamoureux (1966-1974) et James Jerome (1974-1980) m'ont tous deux fait comprendre clairement qu'ils considéraient comme très important que les parlementaires canadiens se réunissent plus souvent. Pour eux, l'APC représentait à la fois une voie d'accès à la communauté internationale et une institution vouée à l'amélioration de la profession parlementaire au Canada. Les présidents subséquents étaient du même avis, mais la mise en place de nouveaux liens parlementaires avec de nombreuses autres assemblées législatives et les exigences croissantes de leurs fonctions ne leur laissaient guère de temps pour l'APC. Après un certain temps, les présidents des chambres fédérales ont cessé de coprésider la section fédérale. Ce poste est maintenant doté par voie d'élection.

Ian Imrie a été secrétaire exécutif de la Région du Canada de l'Association parlementaire du Commonwealth, jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite en décembre 1995.

Dans la plupart des provinces, c'est encore le président de l'assemblée qui dirige la section de l'APC, sauf je pense au Québec, où le poste est également électif. Ces personnes — président d'une assemblée ou président élu — forment le Conseil régional canadien, c'est-à-dire le bureau de direction de la Région du Canada.

En 1982, le Conseil a confié à un groupe de travail la tâche d'étudier l'organisation et les activités de la Région du Canada. Le groupe a d'abord été dirigé par le président de l'Assemblée nationale du Québec, Claude Vaillancourt. Il fut toutefois nommé juge, et c'est Richard Guay, son successeur à la présidence de l'Assemblée, qui l'a remplacé. Les autres membres du groupe de travail étaient Keith Penner, de la section fédérale, le président de l'Assemblée législative de Nouvelle-Écosse, Arthur Donahoe, les présidents des assemblées de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, John M. Turner et Harvey Schroeder, lequel a été remplacé par Walter Davidson après sa nomination au cabinet.

Les recommandations de ce groupe de travail, à quelques détails près, ont inspiré l'organisation de la Région du Canada. C'est ainsi qu'a été créé un bureau, composé d'un président provenant de la section chargée d'organiser la conférence annuelle, de deux vice-présidents, qui représentent les sections hôtes des deux conférences suivantes, d'un ex-président et de deux (puis trois) représentants régionaux. L'un de ces représentants régionaux est issu de la section fédérale et les deux autres, des sections provinciales et territoriales. Ces postes sont dotés par élection pour trois ans. Une entente tacite veut qu'il y ait roulement équitable entre les provinces et les territoires. Les représentants régionaux sont les délégués du Canada au sein du Bureau international de l'APC.

Le groupe de travail a aussi examiné plusieurs questions financières et administratives, notamment celle de savoir si la

Région devait avoir son propre secrétariat indépendant. Il a conclu qu'il s'agissait là d'une mesure « prématurée », qui poserait des problèmes pratiques et financiers. Le Secrétariat des relations parlementaires fédéral a donc continué à fournir des services de soutien à la Région. Ces modalités ont été maintenues jusqu'à sa retraite en 1995. Lorsque Paul Bélisle, greffier du Sénat, a été nommé secrétaire-trésorier exécutif, le Sénat a assumé une partie de ce soutien, mais la Chambre et le Sénat continuent de fournir conjointement les services administratifs de la Région du Canada.

Quelques activités de la Région du Canada de l'APC

Au fil des ans, j'ai travaillé avec des gens qui ont contribué à l'évolution de la Région du Canada de l'APC et de l'association internationale. Outre les présidents de la Chambre et du Sénat, ainsi que les membres du groupe de travail que je viens d'évoquer, je tiens à citer la contribution exceptionnelle du sénateur Allister Grosart. Quoique membre de l'opposition au Sénat pendant de nombreuses années, il a quand même été choisi pour diriger plusieurs délégations canadiennes à des conférences internationales. Sa grande connaissance du domaine financier a permis à l'APC internationale de mettre de l'ordre dans ses affaires. Il a également fait partie du comité chargé d'élaborer les Statuts de l'APC et a été l'un de ceux qui ont permis au Canada d'atteindre un de ses objectifs de longue date : faire en sorte que toutes les sections soient placées sur un pied d'égalité dans les Statuts de l'association. Antérieurement, les sections nationales étaient placées au-dessus de celles des provinces ou des États, qui, elles-mêmes, étaient traitées différemment des sections coloniales. Grâce aux changements apportés, les membres des assemblées législatives des provinces et territoires du Canada ont eu plus souvent l'occasion de participer aux activités de l'organisation.

J'ai toujours collaboré étroitement avec le président de la section fédérale, surtout après que le poste fut devenu électif. Outre le sénateur Grosart et Keith Penner, que j'ai mentionnés, James Walker, Maurice Dupras, Maurice Foster, Lloyd Crouse et le sénateur William Doody s'y sont succédé. Le titulaire actuel est Bob Speller.

Le tableau de la page suivante présente quelques jalons de l'évolution de la Région du Canada de l'APC. Des conférences, sous les auspices de l'une des sections canadiennes, ont été tenues tous les ans depuis 1958, sauf les années où la conférence internationale a eu lieu au Canada. Ces conférences régionales réunissent environ 100 parlementaires, soit dix au plus de la section fédérale et six au plus de chaque province ou territoire. Le Royaume-Uni, ainsi qu'une ou plusieurs sections des Caraïbes, sont généralement invités à envoyer des observateurs. Les travaux de ces rencontres reflètent souvent l'endroit où elles se tiennent : il est question de pêche quand la conférence a lieu sur la côte Est ou la côte Ouest, et d'agriculture ou encore de ressources naturelles lorsqu'elle se tient dans les



Allister Grosart (à gauche) a, pendant nombre d'années, été l'un des piliers de l'APC au Canada.

Dates repères dans l'évolution de la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth

Date	Événement
1958	La Nouvelle-Écosse reçoit la première réunion de parlementaires canadiens. Il est décidé de tenir des conférences annuelles.
1966	Le Canada est l'hôte de la Conférence internationale de l'APC.
1973	La section fédérale de l'APC reçoit le premier colloque régional canadien.
1977	Le Canada reçoit la Conférence internationale de l'APC.
1978	Terre-Neuve reçoit la première conférence parlementaire de l'Atlantique.
1978	La <i>Revue parlementaire canadienne</i> est créée.
1978	Le Québec, avec l'appui de la Région du Canada de l'APC, organise un colloque sur le thème « Le Système parlementaire britannique : anachronisme ou réalité moderne? ».
1979	L'Ontario reçoit le premier colloque régional canadien tenu à l'extérieur d'Ottawa.
1982	Pour la première fois, c'est un territoire (les Territoires du Nord-Ouest) qui reçoit une conférence régionale de l'APC.
1984	L'Alberta reçoit la première conférence des présidents de séance du Canada.
1985	À Washington se tient le premier colloque organisé par le Centre d'échanges interparlementaires pour la Région du Canada de l'APC.
1985	La Saskatchewan est la première section provinciale à recevoir une conférence internationale de l'APC.
1987	Le Québec, avec l'appui de la Région du Canada de l'APC, est l'hôte d'une conférence sur la tradition parlementaire.
1991	Le Yukon reçoit le colloque régional canadien, qui s'est maintenant tenu au moins une fois dans chaque province et territoire.
1992	Le Québec, avec l'appui de la Région du Canada de l'APC, reçoit un symposium international sur la démocratie.
1994	Le Canada reçoit la Conférence internationale de l'APC.
1997	Le Québec, avec l'appui de la Région du Canada de l'APC, est l'hôte de la Conférence parlementaire des Amériques.
1998	L'Île-du-Prince-Édouard est la première province à recevoir un colloque international de l'APC.

Prairies. En général, le roulement entre les sections se fait toujours dans le même ordre, quoique la tenue d'une élection force parfois une section à céder son tour à une autre. Comme le montre le tableau, le Québec a, à plusieurs reprises, proposé une formule élargie de conférence ou de colloque, et les autres sections ont emboîté le pas.

La réussite de la conférence annuelle a poussé la région à ajouter une autre activité. Depuis 1973, un colloque parlementaire annuel réunit un nombre plus restreint de membres, à savoir 40 environ. Son objectif est d'examiner de plus près certaines questions de procédure ou d'autres problèmes liés directement au travail des législateurs, afin d'aider les nouveaux membres à s'ajuster à leurs responsabilités parlementaires. Au départ, ces colloques se tenaient toujours à Ottawa, mais maintenant on a établi un roulement entre les provinces et les territoires.

Depuis 1984, les présidents de séance ont également organisé une réunion distincte où sont abordés des sujets qui intéressent principalement les présidents et vice-présidents d'assemblée et les présidents des comités pléniers. De plus, les provinces de l'Atlantique se réunissent régulièrement de leur

côté depuis 1978. J'ai été invité comme observateur à plusieurs de ces rencontres jugées fort utiles par les participants. De temps à autre, il est question d'organiser une réunion analogue pour les quatre provinces de l'Ouest, mais aucune décision ferme n'a encore été prise à cet égard. L'Ontario et le Québec ont un programme d'échanges législatifs qui ne s'inscrit toutefois pas dans le cadre de l'Association parlementaire du Commonwealth.

Depuis 1985, la Région du Canada de l'APC apporte sa contribution à un programme, organisé par le Centre d'échanges interparlementaires, en envoyant un groupe de parlementaires canadiens (au maximum deux de chaque assemblée) passer quelques jours à Washington, où ils rencontrent des membres du Congrès et des hauts fonctionnaires. Parmi les sujets abordés dans ces échanges, citons les problèmes bilatéraux et mondiaux en matière d'environnement, les politiques d'éducation, les politiques commerciales et les dossiers bilatéraux en matière d'agriculture et de pêche.



En 1978, à Terre-Neuve, des membres du Conseil régional canadien de l'APC assistent à la Conférence parlementaire de l'Atlantique. Ian Imrie se trouve à l'extrême-gauche de la dernière rangée, alors que Henry Muggah se trouve à l'autre extrémité. Sur la première rangée, dans l'ordre habituel, on voit Bettie Duff, greffière de la Chambre d'Assemblée de Terre-Neuve, Gerald Ottenheimer, de la province hôte, Renaude Lapointe, présidente du Sénat, Joey Smallwood, Harry Blank, vice-président de l'Assemblée nationale du Québec, et Maurice Foster, représentant régional.

La création de la *Revue parlementaire canadienne*

J'ai fait partie du premier Comité de rédaction de la *Revue parlementaire canadienne*, au moment de sa création. C'est au début des années 70 qu'a germé l'idée d'un bulletin d'information. J'avais assisté, en Australie, à une conférence de l'APC où l'on avait distribué un bulletin résumant les événements récents survenus dans les diverses assemblées législatives de ce pays. Plusieurs Canadiens pensaient que ce serait une bonne idée de faire la même chose au Canada.

Les autres membres du premier Comité de rédaction, tous bénévoles, étaient Henry Muggah, greffier de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, John Holtby, greffier adjoint en Ontario, Christian Comeau, agent de recherche auprès de l'Assemblée nationale du Québec, Gordon Barnhart, greffier de l'Assemblée législative de la Saskatchewan, et Philip Laundry, directeur du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement. Nous avons choisi M. Muggah comme président. Il nous a apporté toute la richesse de son expérience parlementaire, sa courtoisie caractéristique de la région des Maritimes, son humour inimitable et, de temps à autre, une bouteille d'excellent cognac (gracieusement offerte par lui), qui nous aidait à

mettre au point un nouveau numéro de la Revue. Jacqueline Luskey, qui faisait partie de mon personnel, agit comme secrétaire du Comité et fut la première directrice.

Notre groupe se réunissait deux ou trois fois par année. Le premier numéro de la Revue a été publié en juin 1978, et le deuxième en octobre. L'année suivante, trois livraisons ont paru. En 1980, le Comité de rédaction a décidé d'accepter l'offre que lui faisait le bibliothécaire parlementaire, Erik Spicer, d'autoriser l'un des agents de recherche, Gary Levy, à agir comme directeur. M. Levy a proposé alors de publier la Revue quatre fois par an, de renouveler sa présentation et d'en améliorer plusieurs aspects. Il a suggéré — et le Comité de rédaction a donné son aval — de consacrer la page couverture à des scènes historiques ou parlementaires. Les œuvres choisies, généralement dues à des artistes canadiens, suscitent toujours de multiples compliments, au Canada et à l'étranger. D'après la nouvelle structure, le Comité de rédaction continuait d'assurer l'orientation générale, tandis que les affaires courantes, y compris le choix des articles, la mise en page et la production, étaient confiées au directeur, dont les services sont actuellement retenus à contrat par la Région du Canada.

Le Comité de rédaction s'est réuni une fois par année jusque dans les années 90. Il a alors commencé à effectuer ses travaux dans le cadre de conférences téléphoniques trimestrielles. Les membres se réunissent en personne lorsque cela est nécessaire, généralement tous les deux ou trois ans. Le Comité de rédaction comprend maintenant dix membres, répartis comme suit : Ontario (1), Québec (1), Colombie-Britannique (1), provinces Atlantiques (1), provinces des Prairies (1) et territoires (1), auxquels s'ajoutent trois membres du Parlement fédéral (un provenant du Sénat, un de la Chambre et un de la Bibliothèque du Parlement). Le secrétaire-trésorier de la Région est en même temps membre d'office du Comité de rédaction. Le président actuel est Claude DesRosiers, greffier de l'Assemblée législative de l'Ontario.

Conclusion

Aux yeux de certains, les conférences et autres activités inter-parlementaires sont des moyens pour les participants de « voyager aux frais de la princesse », au détriment des derniers publics. Je n'ai jamais été de cet avis, et pour plusieurs raisons.

Pour que le régime parlementaire fonctionne comme il se doit, il est important que les membres des assemblées aient la possibilité de bien comprendre les rouages du mécanisme dont ils font partie et le rôle qu'ils y jouent. Les conférences, colloques et autres activités du genre le leur permettent.

Pour que notre pays soit uni, il est important que les membres élus d'une partie du pays puissent se rendre dans les autres régions et qu'ils apprennent à mesurer les problèmes et les défis auxquels font face leurs compatriotes. Je ne crois pas avoir jamais participé à une conférence, y compris celles qui se sont tenues à Ottawa, où ne se trouvaient pas un certain nombre de parlementaires qui visitaient cette partie du pays pour la première fois. Il importe de ne pas sous-estimer ces expériences.

Pour que le Canada joue un rôle dans la communauté internationale, il est important que nos parlementaires aient la possibilité de rencontrer leurs homologues étrangers et de nouer des relations avec eux. Il ne faudrait pas que les contacts soient limités aux gouvernements et aux ministères des Affaires étrangères.

Pour que nous soyons en mesure d'aider les démocraties naissantes, il faut que nos institutions puissent leur apporter un soutien à la fois humain et matériel. L'APC agit davantage dans ce sens depuis quelque temps.

Depuis que j'ai pris ma retraite, je vois certaines choses différemment, mais je demeure un partisan aussi farouche que jamais de la participation du Canada aux associations parlementaires, notamment l'Association parlementaire du Commonwealth. Je suis convaincu que la Région du Canada continuera de se développer après le tournant du millénaire.

Articles pertinents choisis dans des numéros précédents de la *Revue parlementaire canadienne*

- Bob Andrew. *Le cinquième colloque régional de l'APC à Toronto*, vol. 3 (1) : 12-16, 1980.
- Gordon Barnhart. *Tournée de parlementaires provinciaux en Saskatchewan*, vol. 1 (2) : 13, 1978.
- Guy Beaudet. *Relations parlementaires à l'Assemblée nationale*, vol. 12 (2) : 2-6, 1989.
- Jean-Pierre Charbonneau. *La Conférence parlementaire des Amériques : une première historique*, vol. 20 (2) : 4-6, 1997.
- Christian Comeau. *Survol de la conférence de Québec sur le parlementarisme*, vol. 2 (2) : 17-19, 1979.
- Christian Comeau. *Plaidoyer pour les relations interparlementaires*, vol. 3 (1) : 44-46, 1980 et vol. 3 (2) : 25-29, 1980.
- Bettie Duff. *Première conférence parlementaire de la région de l'Atlantique*, vol. 1 (2) : 7, 1978.
- Ian Imrie. *Secrétariat des relations parlementaires*, vol. 2 (2) : 20-21, 1979.
- Marc Leman. *L'AIPLF : Évolution de sa mission depuis sa fondation*, vol. 14 (2) : 28-33, 1991.
- Gary Levy. *Origine des conférences parlementaires au Canada*, vol. 8 (2) : 2-5, 1985.
- Gary Levy. *Beauchesne, d'Egville et l'Association parlementaire de l'Empire*, vol. 9 (4) : 18-21, 1986.
- Gary Levy. *Le Canada accueille la 40e conférence de l'APC*, vol. 17 (3) : 5-11, 1994.
- Jean-Pierre Saintonge. *La participation du Québec aux deux associations de parlementaires américains*, vol. 14 (3) : 14-16, 1991.
- Jean-Pierre Saintonge. *Le Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec*, vol. 15 (2) : 24-28, 1992.
- Joan Sawicki. *L'APC et la profession parlementaire*, vol. 15 (3) : 12-13, 1992.
- Lorraine Williams. *L'Est et l'Ouest se retrouvent à l'occasion du 75^e anniversaire*, vol. 4 (3) : 20-25, 1981.